# Histoire

#### De 1914 à 1918 : Les années terribles



Bien sûr, il y avait eu la internationale, l'assassinat de l'héritier d'Autriche à Sarajevo, fin juin, et celui du pacifiste Jean Jaurès le 31 juillet. On voulait croire encore que rien n'était perdu. Mais l'engrenage des alliances européennes s'était mis en marche, les nationalismes s'étaient exacerbés et le 2 août, le Dr Barrot, maire d'Angers, avait lu devant une foule émue et surtout anxieuse, l'annonce de la mobilisation générale.

Les hommes rassemblés au chef-lieu allaient partir pour un conflit que tout le monde annonçait court. Ils ne feraient

pas les moissons, mais seraientils revenus pour les vendanges, ou au plus tard pour Noël? On l'espérait. Pour l'instant, la vie semblait suspendue, en attente. Le dernier mariage de l'année avait été célébré à Saint-Georges, fin juillet. Et ce sont les mauvaises nouvelles. celles que l'on redoutait le plus, qui arrivèrent avant la fin août. Le 23, dans les combats acharnés qui se déroulaient au cœur des Ardennes Belges, trois jeunes Saint-Georgeois furent tués. Ils avaient 23, 25 et 26 ans. Ils s'appelaient Charles Borgne, Gustave Lépine, Joseph Ourie, et faisaient partie du 135°Régiment d'Infanterie. Ils étaient agriculteur, mineur, domestique agricole. Ils furent d'abord «portés disparus» et leur mort ne fut confirmée qu'après plusieurs années. Et puis, très vite, il y en eut d'autres : 7 en septembre, 3 en octobre, 6 en novembre et 2 en décembre. En cirq mois, 21 familles avaient été touchées.

À ces douleurs se sont ajoutées, très vite, les difficultés quotidiennes, celles qui concernaient le travail et la vie. Qui allait moissonner, battre le grain ? Le maire, Louis de Jumilly s'était inquiété, et dès le 24 août le préfet lui avait répondu qu'il mettait « à la disposition des entrepreneurs de battage, pour une durée aussi longue que possible les sapeurs du Génie». Suivaient les noms de 4 hommes, de la classe 1889, qui avaient 45 ans et n'avaient pas été mobilisés. C'était sans doute bien insuffisant. Et puis, il y eut les réquisitions. L'armée qui s'était déjà emparée de presque tous les chevaux, avait besoin de vivres, de matériels. Alors on prit des animaux sur pied (bœufs, porcs, moutons), des harnais, du foin, de la paille, du froment (7212 kg en 1917), de la farine par sacs de 100 ou 150 kg, des légumes secs, des pommes de terre, du vin (à Saint Georges, le quart de la récolte de 1915), produits que les agriculteurs devaient acheminer vers les gares de Chalonnes ou de Champtocé.

Elles l'ont été, terribles, ces années de 1914 à 1919, pour l'ensemble de la population. Pour tous ceux qui, au milieu de l'été, durent partir afin de participer à une guerre qu'ils n'avaient ni prévue, ni imaginée, et dont ils cernaient mal les enjeux; pour leurs familles au village qui durent affronter les difficultés économiques liées au conflit et à leur absence; pour tous ceux qui attendaient une preuve de vie, et à défaut de pouvoir aider les combattants, s'en remettaient au ciel, ou à la chance.

Personne ne fut épargné : ni les vieux qui reprirent charrue ou atelier, ni les femmes promues soudain soutiens de famille, ni les enfants devenus adultes trop tôt.

Et comme la malédiction s'acharne toujours sur les plus fragiles, il fallut supporter les épidérnies, dont la grippe espagnole fut la plus célèbre et la plus meurtrière.

La catastrophe avait commencé par la mobilisation des hommes dans la première quinzaine d'août.

#### Mes Chers Concitoyens

Vous allez être soumis à la res'iction du pain. Je sais qu'elle vous sera pénible et je fais appel à toje votre bonne volonté, à tout votre patriotisme, pour accepter avec ourage et résignation cette épreuve.

Rendez-vous compte que la roduction du blé n'ayant pas été

Rendez-vous compte que la suite de la mainte de la paste suffisante l'année dernière, il faudit en faire venir d'Amérique; mais, en ce moment, dans l'intérêt des France et pour soulager la tache effroyable de nos chers soldats, faut amener des troupes américaines le plus vité possible et consacr tous les navires à leur transport. Voilà les raisons du rationneme qui nous est imposé.

Vous pouvez être assurés cucAdministration Municipale fera toujours tout ce qui sera en sonouvoir, pour améliorer la situation notamment en ce qui concernles enfants de 3 à 13 ans et les

Des qu'une amélioration sera possible vous en serez avises par voie de publication et les boulangers recevront les instructions nécessaires.

Enfin, dans le but de faciliter cette amelioration, je fais un pressant appel à tous ceux qui pourront consentir *une réduction volontaire de la part qui leur est allouée et à laquelle ils ont droit*, et je les prie d'en aviser la Mairie.

Il sera fait un état de ces abaudons volontaires et généreux qui seront attribués aux enfan tout d'abord, aux travailleurs ensuite, et la liste des bénéficiaires sera mise à la disposition de te ceux qui voudront la consulter à la Ma rie.

Ce sera la un beau geste de solidarité et j'espère que nombreus seront ceux qui le réaliseron .

Chalonnes, 26 Avril 1918

L. FREMY



Toutes les exploitations agricoles de la commune, désignées une à une, furent concernées. On prit aussi une bicyclette...

Tout cela était payé, bien sûr, à des prix fixés par le gouvernement : 39 francs le quintal de farine, 28 celui de blé, 130 le quintal de porc, 80 celui de bœuf...

Les automobiles, peu nombreuses à cette époque avaient été recensées, leurs types et le nom de leur chauffeur dument notés. Il y en avait 7 dans la commune. Elles appartenaient à Charles Bonnet, médecin présenté ici comme propriétaire, au docteur Estève, à Paul de Jousselin (de la Bénaudière), à Gustave Jutard receveur de l'enregistrement, à René Lory expert foncier, au docteur Albert Landron, à Joseph Pageot, électricien et propriétaire du cinéma ambulant.

Le 1er septembre 1914, le préfet de Maine-et-Loire avait demandé aux maires du département s'il n'y avait pas, dans leurs communes «des automobiles en construction ou

réparation ou encore des châssis non pourvus de carrosserie qui seraient susceptibles d'être utilisés par l'armée» On mesure le degré d'impréparation de nos armées à cette guerre de matériel....

Les «voitures attelées», tirées par des chevaux ou des ânes étaient aussi répertoriées, susceptibles d'être requises, et beaucoup de gens en avaient. Au nombre de 76, elles étaient nécessaires à tous ceux qui vivaient dans les écarts.

En septembre 1914, le conseil municipal vota des secours aux blessés, un crédit à la Croix Rouge, et donna du bois à la cantine des blessés de passage, dont le train ne s'arrêtait pas à Saint-Georges, mais à La Posscnnière. Ces malheureux soldats

étaient dirigés vers les innombrables hôpitaux ouverts dans toute la France : les casernes, les lycées et écoles normales d'instituteurs, les fondations religieuses et certaines bourgeoises avaient été transformés établissement de soins. Ainsi, maison de santé créée au 7 rue de la Chaise à Paris dans un bel hôtel particulier, par Charles Bonnet, ce médecin né à Saint-Georges, avec soutien de riches aristocrates écossais. Mais il y en avait aussi à Chalonnes, à Segré... On ne sait trop quelle règle régissait l'affectation de ces combattants devenus inutiles. L'un d'eux, né et mobilisé ici est allé mourir à Foix, en Ariège. Un autre, né et mobilisé à Saverdun, dans cette même Ariège, est mort à l'hôpital auxiliaire n° 19 de Segré.

Toutes les ressources municipales étaient consacrées à soutenir l'effort de guerre, et aider la population dont la misère, apparue en 1914, s'accrut au cours des années qui suivirent.

POUR LES BLESSES ANGEVINS

Notre compatriole, le D' Bonnet, de Saint-Georges-sur Loire ayant mis des le premier jour de la guerre, la maison de sante qu'il a créce à Paris, 7, rue de la Chaise, et pourvue des derniers perfectionnements de la chirurgie moderne, a la disposition des services de sante qui y ont instante l'ambulance 49, il nous semble que cette maison où, comme bien on pense, règue, grâce au sympathique docteur, et à ses collaborateurs dont plusieurs sont Angevins (citons notamment le Dr Furet, de Cholet), une atmosphere vraiment angevine, serait toute indiquée pour les blesses angevins évacués sur Paris. Aussi croyons-nous bien faire en rappelant à ces derniers qu'ils ont, lorsqu'ils arrivent dans les gares régulatrices, la faculté d'indiquer leur préférence pour l'hôpital de leur choix - et cela sans vouloir en quoi que ce soit empiéter sur les droits de l'autorité militaire. Cette opinion sera, sans nul doute, partagée par les familles de nos malheureux compatriotes qui sauront qu'en outre des soins éclairés qui leur sont prodigués chez le Dr Bonnet, un pen de l'air natal viendra, pour ainsi dire, effleurer la chair meurtrie de leurs enfants, pendant leur séjour à l'hôpital.

Petit Courrier du 16 mars 1915

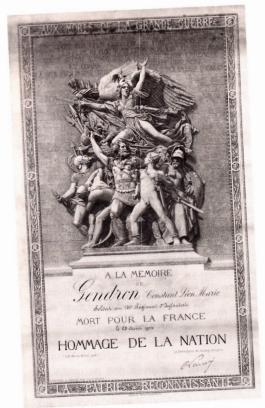
En décembre 14, la municipalité vota un crédit de 30 francs pour le transport d'effets militaires, confectionnés par les femmes nécessiteuses de la commune, pour le compte d'une entreprise angevine, la maison Quenion-Dureau. Jeanne Pichaud, plus connue sous le nom de sœur Jeanne-Marie, directrice de l'école catholique de filles, rue de la Communauté (aujourd'hui rue des Fontaines) était chargée de centraliser, distribuer et diriger ces travaux de couture avant de les renvoyer à Angers, et cela afin de «procurer du travail aux ouvrières de Saint-Georges». Elle-même percevait un salaire de 150 francs pour cette organisation. Un peu plus tard, le maire écrira que sans ces activités, la population aurait eu bien du mal à vivre. Les demandes d'assistance femmes seules, aux femmes «en couches», aux vieillards se multiplièrent au cours de ces longs mois de pénurie. Et il fallut ajouter les réfugiés, dépourvus de tout, qui fuyaient les zones de combats, et sollicitaient des

aides pour se loger, s'habiller, se nourrir. Certains ne firent que passer et on les envoya chez Marie Lamoureux, aubergiste. D'autres, fatigués ou âgés, voulurent rester. Leur présence n'était pas souhaitée, et le maire, méfiant, doutait parfois de leur qualité de réfugiés. Il s'en était plaint auprès du préfet qui souhaitait que ces personnes fournissent les renseignements nécessaires pour appuyer leurs demandes. Parmi eux, il y avait des Français du Nord, chassés bombardements, par les des Belges, c'est-à-dire des étrangers, des Lorrains dont on se méfiait. N'étaient-ils pas Allemands clepuis 1870?

Et malgré l'optimisme affiché des journaux qui annoncaient nouvelles rassurantes. comme le Petit Courrier titrant le 1er janvier 1915 : «Nous du gagnons toujours terrain», l'hécatombe, continuait : le front,



### Histoire



Diplôme remis aux familles des "Morts pour la France"

15 morts en 1915. 12 en 1916. 10 en 1917. Certains de leurs camarades étaient déclarés prisonniers, comme Pierre Chauveau, Théophile Arnaud, Pierre Petit. En fait, on ne savait pas bien ce qu'ils étaient devenus : disparus, prisonniers ? Un an après son frère Joseph, Louis Ourie à son tour était porté disparu au combat, à Agny dans le Pas-de-Calais. Qui pouvait, à l'arrière, imaginer les conditions inhumaines d'existence dans tranchées et les assauts ? On savait seulement que le nombre de blessés augmentait de jour en jour. Parmi eux, les défigurés à jamais par les éclats d'obus, qu'on appellera plus tard « les gueules cassées », et ceux qui, victimes des gaz asphyxiants étaient évacués, les poumons brulés. Joseph Belliard, mort le 24 juin 1918, était de ceux-là. Dès le mois de mars 1915, les Ateliers de guerre d'Angers avaient demandé qu'on leur fournisse de vieux draps pour faire des pansements...

Le docteur Monprofit, célèbre médecin angevin né à Saint-Georges, avait équipé certaines zones de combat d'autochirs, ambulances dans lesquelles on pouvait opérer immédiatement, sur place, les plus touchés.

C'est en avril 1916 que fut créée la qualification « mort pour la France ». Il faut dire que 1916 fut l'année de la bataille de Verdun qui dura de février à décembre, alors que commençait en juillet, celle aussi terrible de la Somme. Les pages locales des journaux régionaux abondaient de réclames, ancêtres de nos publicités, pour des vêtements de deuil, ou des teintures noires. Et dans le même temps, certaines bonnes âmes s'offusquaient que dans le diplôme remis aux familles des morts pour la patrie, figure la Marseillaise de Rude, celle de L'Arc de Triomphe de Paris. Elle « étale aux yeux certain détail qui constitue une indécence flagrante » peut-on lire dans les comptes rendus des séances du conseil général. En effet, elle dévoile largement une jambe et une cuisse féminines...

Quelques mois auparavant, dans un grand élan de générosité, le conseil municipal de Saint-Georges avait offert aux armées ce qui ne manquait pas : le vin.

Voici ce qu'on peut lire à ce propos sur la presse locale :

« La commune de Saint-Georges-sur-Loire, où la superficie est cependant restreinte, a contribué aux envois de vin destiné à nos braves soldats. Les quatorze barriques recueillies par monsieur le maire ont été centralisées par lui et par les soins de monsieur le conseiller Lejard, chez madame Pavie, d'où elles ont été envoyées ensuite à la commission du ravitaillement chargée de les expédier. Voici les noms des donateurs: MM Lory, Malinge, Bréchet, Morin, Simier père, Vaslin Louis, E. Thierry, et de Jumilly ont donné chacun une barrique. MM Clémot, Peltier, Mathurin, Renou, Lejard, Marcel, Sochet, Oger, Guitton, Mazé Louis, Hudon Stanislas, Banchereau Laurent et madame veuve Lair ont donné chacun une demi-barrique. Qu'ils soient remerciés au nom de nos intrépides défenseurs dont le courage patient, tenace et l'esprit de sacrifice sont en train non seulement de sauver la France, mais de lui assurer la victoire » (Petit Courrier du 18 mars 1915)

Et la guerre continuait, ainsi que les réquisitions. La misère augmentait. Le pain, base essentielle de la nourriture à l'époque, manquait faute de blé, faute d'ouvriers boulangers. À partir de 1917, il fut rationné. Et même s'il n'y eut jamais de disette, cette restriction fut mal vécue par la population. Le conseil municipal du 18 août 1918 notait : « plusieurs fois depuis 2 mois, les boulangers de Saint-Georges ont été sur le point de fermer faute de farine. Monsieur le maire a suppléé (l'administration) en cherchant et en trouvant dans la commune, un peu de froment». Les prix, de toutes façons, s'envolaient, toujours un peu plus.

Pour les semailles, le conseil général avait mis à la disposition des maires les cantonniers des chemins vicinaux.

À partir de 1916, et alors que les bataillons de réserves étaient rappelés, tant le besoin de combattants était important, le général Pétain avait institué le régime du «tourniquet»,



# Histoire

rotation des hommes au front. Fautil y voir la raison d'un nombre plus important de naissances à Saint-Georges (15) ? Cela se confirmera en 1917 avec 18 naissances, puis en 1918 avec 30 naissances.

Un autre fléau s'était ajouté à celui de la guerre : la grippe dite espagnole parce qu'on prit conscience de son extrême dangerosité lorsqu'elle toucha l'Espagne, devenant une véritable pandémie à travers le monde. Elle fit plus de morts que la guerre elle-même. Il est difficile de connaître son impact à Saint-Georges, car les causes de décès ne sont pas notées. Les différentes épidémies. on connaissait. notamment la diphtérie, la tuberculose, la typhoïde... L'absence d'hygiène était largement responsable de leur diffusion et les enfants en étaient les premières victimes. L'état civil montre que, parfois, dans une semaine, 2 enfants d'une même famille décédaient. C'était arrivé en 1916 dans une famille du bourg qui avait ainsi perdu 2 fillettes de 4 et 2 ans, et en 1917, une autre famille de la Villette voyait disparaître entre le 6 et le 17 février ses 2 garçons de 14 et 16 ans. En 1918, année de la grippe, on a enregistré 45 décès dans la commune, dont 9 de moins de 16 ans. Ils sont, pour la plupart, morts en automne au moment où l'épidémie était particulièrement offensive.

Denis Mercier (pour le détail et la précision). Archives municipales de Saint-Georges

Le Petit Courrier, dans son édition du 1er octobre 1918 donnait quelques conseils pour éviter la contagion : d'abord désinfecter les sols avec du crésyl, du formol et autres produits connus. « De même écrivait- il, faut introduire dans ses narines et avant de sortir ou de pénétrer dans la chambre d'un malade, un peu de vaseline antiseptisée par des essences diverses, notamment d'eucalyptus». Les médecins et pharmaciens mobilisés devaient apporter soutien (comment ?) à leurs collègues pour lutter contre l'épidémie.

La tourmente qui avait bouleversé le monde s'achevait, laissant un pays exsangue et ruiné.. En décembre 1918, le conseil municipal de Saint-Georges votait un crédit de 800 francs pour les dépenses de guerre, un autre de 2 000 francs pour les secours aux réfugiés. Mais la préoccupation essentielle des édiles municipaux était l'édification d' «un monument à la mémoire des braves enfants de la commune tombés au champ d'honneur pendant la grande guerre qui, grâce à Dieu touche à sa fin».

Le temps des commémorations commençait, alors que le sort de certains combattants demeurait encore inconnu.

Françoise Capelle

#### Sources:

Archives municipales de Saint-Georges-sur-Loire Archives municipales d'Angers Archives départementales de Maineet-Loire :

- Série R 5
- Le Petit Courrier
- Délibérations du Conseil général. Archives militaires :
- site Mémoire des Hommes (registres matricules ; journaux de marche et d'opération)



Le 15 août 1944, un canon allemand de 400 sur voie ferrée positionné sur la ligne de chemin de fer Angers-La Jumelière-Chemillé, tire depuis Chaudefonds-sur-Layon sur les Américains arrivés et positionnés à la Butte Samson. Leur destination : les ponts ? Chalonnes ? Rochefort ? On ne le sait pas.

L'obus d'un tir trop court est tombé dans une ferme, celle de Monsieur Oger située, à l'époque au 19 rue A thur de Cumont, ne faisant que des dégâts matériels ; dégâts qu'il déclara en mairie le 16 août 1944. (Voir ci-contre)

En mémoire de cet événement, il fut décidé de commémorer ce bombardement tous les 15 août en tirant un coup de canon (das bombes de feux d'artifices) au réveil par le comité des fêtes de l'époque, dans les jardins de l'abbaye. Un défilé musical, dans les rues, par la fanfare de Saint-Germain-des-Prés, ouvrait les festivités de la fête communale annuelle de Saint-Georges.

Sources: Marcel Roritard (pour la trame de l'histoire)